

Décembre 2020

ACTUALITÉS DU CNLE



- Le Premier Ministre, M. Jean Castex, a missionné le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (CNLE) pour la mise en place d'une étude qualitative portant sur l'évolution de la pauvreté en France. Réalisée chaque année, cette publication contribuera à enrichir la connaissance qualitative de l'évolution de la pauvreté par la synthèse des témoignages les plus récents, des organismes au contact des personnes les plus précaires sur les effets de la crise sanitaire et l'évolution des profils des ménages concernés.
- En début d'année 2021 mise en place d'un séminaire pédagogique sur les concepts et définition sur la pauvreté utilisés, organisé par le comité scientifique et animé par le sociologue Nicolas Duvoux. Le séminaire est ouvert à tous les membres du CNLE. Fin 2021, organisation d'une *conférence du Comité scientifique sur l'évolution de la pauvreté et l'exclusion sociale* réunissant les producteurs de données et d'études (statistique publique, associations, acteurs locaux).

AGENDA DU CNLE



Réunions plénières du CNLE et du comité scientifique

Afin de permettre à chaque membre du Conseil de pouvoir participer aux réunions du Comité scientifique, les réunions plénières et celles du conseil scientifique sont alternées sur l'année. Les membres du Comité scientifique peuvent également participer comme observateurs aux réunions plénières du CNLE s'ils n'en sont pas membres.

Calendrier prévisionnel 2021

Réunions plénières CNLE

12 mars
18 juin
24 septembre
10 décembre

Réunions Comité scientifique

21 janvier
4 février
13 avril
8 juillet

Réunion personnes concernées

« *Evaluation de la stratégie pauvreté* » 18 et 19 janvier.

LOGEMENT



[Une inquiétude accrue sur les impayés de loyers à venir](#)

L'Agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL) publie un baromètre sur les impayés et les expulsions au 31/10/2020, fondé sur les consultations réalisées dans les agences départementales (Adil). Du fait de la crise sanitaire du Covid-19, une partie des ménages locataires subit une baisse de ressources et rencontre des difficultés de paiement de loyer. Consulter le baromètre de l'Anil [ici](#).

Agence nationale pour l'information sur le logement. Étude. 11/12.2020.



[Rapport inter-associatif sur "les difficultés d'accès au parc social des ménages à faibles ressources"](#)

Les six associations de solidarité pour le logement « le Secours Catholique, ATD Quart Monde, la Fondation Abbé Pierre, l'Association DALO, Solidarités nouvelles pour le logement, Habitat et Humanisme » dans le *Rapport inter-associatif sur "les difficultés d'accès au parc social des ménages à faibles ressources"* décrypte les mécanismes qui font qu'il est de plus en plus difficile pour les ménages pauvres d'entrer dans le parc social. La part des locataires du parc social faisant partie des 25 % les plus pauvres de la population est passée de 21 % en 1973 à 50 % en 2013. Ainsi, en 2013, 39 % de l'ensemble des locataires du parc social se situaient sous le seuil de pauvreté.

P. Portefaix, P.Madec, M. Vivinis, P.Gravoin, P.Dubourg, J-C. Driant. Rapport. 2020.

PAUVRETÉ



[De plus en plus d'étrangers et sans-papiers parmi les pauvres](#)

Les données du Secours Catholique informent habituellement sur les situations de pauvreté et leurs évolutions. Parmi les tendances mises en évidence : une pauvreté désormais à majorité d'étrangers eux-mêmes à majorité sans statut en règle. L'information concerne la population rencontrée par l'association, et non toute la population pauvre en France. Mais elle renseigne sur les dynamiques à l'œuvre.

Julien Damon. Ttelos. Analyse. 01.12.20.



[Face à la crise, réorganiser la lutte contre la pauvreté](#)

Alors que le problème de la pauvreté va devenir, crise économique aidant, un sujet toujours plus préoccupant, de nouvelles idées permettent de nourrir le débat. Au-delà des controverses habituelles sur les paramètres de chacun des dispositifs.

Julien Damon. Ttelos. Article. 14.12.20.



Suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publiera chaque mois un tableau de suivi des prestations de solidarité. Cette publication poursuit deux objectifs : rassembler et mettre à disposition du grand public les données mensuelles disponibles les plus récentes et éclairer les effets de la crise sanitaire, y compris à l'échelle des territoires, sur l'évolution de la pauvreté en France, en l'absence d'indicateurs statistiques infra-annuels et contemporains de taux de pauvreté. La première édition est accompagnée d'un numéro *Études et Résultats* « Plus de 2 millions d'allocataires du RSA fin octobre 2020 ».

DREES. Étude. 23.12.20.

INEGALITES



Des revenus agricoles élevés mais des disparités importantes

En 2017, 21 000 ménages agricoles exercent leur activité professionnelle dans les Hauts-de-France. Leur revenu disponible annuel moyen est de 55 000 €, le plus élevé des régions après l'Île-de-France et Grand Est. Pour autant, les disparités de revenus sont fortes et la pauvreté est plus répandue chez les ménages agricoles que dans l'ensemble de la population active. En revanche, les éleveurs bovins perçoivent des revenus plus faibles et sont plus exposés à la pauvreté.

N. Belhakem, G. Borey, J. Dufeutrelle. Insee. Analyses Hauts-de-France n° 119. 15.12.20.



Les inégalités d'espérance de vie : le fossé se creuse entre campagnes et villes

Les inégalités en termes d'espérance de vie entre les territoires urbains et les territoires ruraux se creusent depuis trente ans. C'est le constat dressé dans une étude sur la santé en milieu rural publiée par l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et la Macif. Selon cette enquête, en 2019, un Français vivant dans un territoire hyper rural vit en moyenne 2,2 ans de moins qu'un hyper urbain. L'écart était de quatre mois en 1990.

AMRF. Etudes 16.12.20. ► [Télécharger la synthèse](#)

EMPLOI



Vers de nouveaux Territoires zéro chômeur de longue durée en 2021

La loi permettant l'extension de l'expérimentation *Territoires zéro chômeur de longue durée* a été définitivement adoptée à l'Assemblée nationale, le 30 novembre 2020. Cinquante territoires pourront ainsi venir s'ajouter aux dix premiers. Fruit de la forte mobilisation des acteurs locaux, de l'association TZCLD et des parlementaires, le projet rassemble aujourd'hui dix territoires prêts à proposer un emploi à toutes les personnes qui en sont privées depuis au moins un an. Il a déjà permis la création de près de 900 emplois.

Le journal d'ATD. Dossier n°509. 02.12.20.

MINIMA SOCIAUX



Plus de 2 millions d'allocataires du RSA fin octobre 2020. Mise en place d'un suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) a fortement augmenté depuis le début de la crise sanitaire, pour atteindre 2,1 millions en octobre 2020, soit une augmentation de 8,5 % par rapport à octobre 2019.

À l'inverse, les effectifs de la prime d'activité ont baissé à la fin du premier confinement (-3,5 % entre juin et septembre 2020).

P-Y.Cabannes, M.Calvo, O.Echegu. DREES, Études et Résultats n°1175. 12.20.

PRÉCARITÉ



Lutte contre la précarité alimentaire

Doté d'un montant de d'un montant de 60 millions d'euros, ce nouveau marché est destiné aux industriels et aux fournisseurs de l'agroalimentaire pour permettre l'approvisionnement de denrées alimentaires qui seront distribuées aux personnes en situation de précarité. Inscrit dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD), ce dispositif de lutte contre la précarité alimentaire permet chaque année la distribution de plus de 75 000 tonnes de denrées à plus de 4 millions de personnes via quatre associations caritatives : *la Croix-Rouge française, la Fédération française des banques alimentaires, les Restaurants du Cœur et le Secours populaire français*. Mis en œuvre par « FranceAgriMer », ce marché est ouvert jusqu'au 31 décembre 2020 sur : marches-publics.gouv.fr.

Direction générale de la cohésion sociale. Communiqué. 01.12.20.

SANTÉ



Renoncer à se soigner pendant le confinement

Le Baromètre du renoncement aux soins (BRS) de l'Odenore et l'Assurance maladie, tenant compte de critères sociodémographiques, de niveau de précarité multidimensionnelle pendant le confinement indique que 25 % des personnes interrogées déclarent avoir reporté ou renoncé à au moins un soin dans les 12 mois précédents l'enquête. Un phénomène plus marqué chez les femmes et chez les personnes en situation de fragilité sociale et/ou sanitaire. Revil, Blanchoz, Olm., Bailly. Odenore /Assurance maladie. Rapport. 12.20.

ECOLE ET EDUCATION



Le grand pari des cités éducatives

Le système éducatif français figure toujours parmi les plus inégalitaires de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Avec les « cités éducatives », qui visent à lutter contre l'empilement des dispositifs éducatifs scolaires et périscolaire, l'Etat entend faire suivre « un parcours d'excellence » aux enfants et aux jeunes des quartiers prioritaires, de la naissance jusqu'à 25 ans.

Michèle Foin. La Gazette. Article 17.12.20.



Les représentations sur la pauvreté créent « un fossé entre les familles et l'école »

Mené depuis six ans avec les équipes éducatives de la ville de Grigny en Essonne, le projet *Peut-il y avoir des politiques publiques locales utilisant le concept de dignité ?* est basé sur le Croisement des savoirs et des pratiques. Il a pour objectif de permettre « une participation réelle » des personnes en situation de pauvreté et de prendre en compte leur savoir de vie. « Si on construit des projets sans prendre en compte ce savoir, on va reproduire l'exclusion que subissent ces personnes ».

Atd Quart Monde / Association la Ville en Commun. Études. 20.12.20.

REVENU MINIMUM



Sans contreparties. Pour un revenu minimum garanti

Fruit d'un travail collectif, le Rapport « *Sans contrepartie. Pour un revenu minimum garanti* » du Secours Catholique et de l'Association grenobloise Aequitaz, plaide pour la mise en place d'un revenu minimum garanti inconditionnel. Il donne la parole à des personnes allocataires du RSA et nous propose ici, de les écouter pour comprendre l'intérêt de défendre un revenu minimum qui permette à chacun de vivre sans angoisse du lendemain. Pour qu'allocation et insertion soient déconnectées afin de mieux répondre aux réels besoins des personnes.

J.Bar, E.Bodiner, É.Chosson, J.Merckaert, M.Patron, D.Verger.
Secours Catholique-Caritas France. Rapport. 2020.

INCLUSION NUMÉRIQUE



Bouygues Telecom et la Croix-Rouge française pour l'inclusion numérique

A travers l'opération *don de giga*, l'opérateur Bouygues Telecom s'engage, avec la Croix-Rouge française en faveur de l'inclusion par le numérique en mettant à disposition 10.000 smartphones et 20.000 forfaits gratuits pendant 24 mois, du 1er décembre 2020 au 4 janvier 2021. Une partie des smartphones et des forfaits sera destinée aux personnes accompagnées par la filière *Lutte contre les exclusions de la Croix-Rouge française* et l'autre partie sera disponible via le dispositif donateur de l'opérateur.

Bouygues Telecom. Communiqué 01.12.20.



Quand la Croix-Rouge œuvre pour l'inclusion numérique

Les confinements ont mis au jour, de façon criante, les inégalités sociales et son corollaire, la fracture numérique. Un constat devenu un combat pour l'unité locale de Lille qui a initié une nouvelle activité : le prêt et le don de matériel informatique dédié au soutien scolaire.

Croix-Rouge française. Communiqué 17.12.20.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



Les actions de la Métropole européenne de Lille pour lutter contre la précarité énergétique

Partant d'une étude réalisée en 2014 par l'Observatoire du Département du Nord en 2014 qui a révélé que près de 25% de la population de la ville de Lille était en situation de précarité énergétique, la Métropole européenne de Lille (MEL) est investie depuis dans des actions de lutte contre la précarité énergétique. Découvrez lors de ce webinaire comment la MEL a su intégrer ces diverses actions pour proposer un dispositif global et adapté à la diversité des situations des ménages de son territoire [ici](#).

Réseau des acteurs contre la pauvreté et la précarité énergétique dans le logement (RAPPEL). Webinaire en replay. 08.12.20.

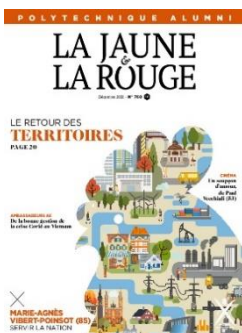
TERRITOIRES



France service au cœur des territoires

France Services nouveau modèle d'accès aux services publics vise à permettre à chaque citoyen d'accéder plus facilement aux services publics pour effectuer ses démarches du quotidien. L'inclusion numérique est également au cœur des France Services. Lieux d'accompagnement des personnes éloignées du numérique, l'utilisateur peut aussi être orienté vers des formations pour gagner en autonomie, financées grâce au *Pass numérique*, remis gratuitement au bénéficiaire.

Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. Communiqué 03.12.20.



Les inégalités territoriales : croissance et développement ne sont plus corrélés ;

La géographie des revenus et celle de leur circulation dans et entre les territoires sont très peu étudiées. Alors que la théorie économique met en avant la concentration de la croissance dans les métropoles, l'auteur montre que les flux considérables de la redistribution publique et privée conduisent à une géographie des revenus largement décorrélée de cette géographie de la croissance.

Laurent Davezies. La Jaune et la Rouge. Dossier n°760. 12.20.



La redistribution réduit la pauvreté et les inégalités entre territoires

Par le jeu des impôts et des prestations sociales, l'état réduit fortement le taux de pauvreté et les inégalités entre les habitants, mais aussi, de façon Indirecte, entre les territoires. En 2017, les transferts diminuent de près de 20 % les écarts de niveaux de vie médians entre les communes franciliennes. Ces effets se sont renforcés entre 2012 et 2017, en réponse à l'impact social De la crise de 2008.

Mariette Sagot. Note rapide n° 879. 12.20.

Retrouvez la newsletter du CNLE

La newsletter du CNLE est un outil d'information interne destiné aux membres du Conseil et du Comité scientifique. Ce nouveau rendez-vous vise à apporter des informations utiles sur l'actualité de nos travaux, sur nos prochains rendez-vous, ainsi que des éléments d'analyse et d'actualité (publications, rapports, articles de presse...). Nous restons à l'écoute de vos commentaires et suggestions afin que cette newsletter vous soit aussi utile que possible.

CNLE

Ministère des Solidarités et de la santé
Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)
14, avenue Duquesne 75350 Paris SP 07

Contact : Fatima Guemiah

fatima.guemiah @social.gouv.fr - Tél : 01 40 56 81 73 - 06 62 04 42 24